

## Statuts REIMS SANTE AU TRAVAIL

Statuts adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 mai 2023  
En vigueur le 10 mai 2023

### TITRE I CONSTITUTION & OBJET DE L'ASSOCIATION

#### Article 1 - Constitution - Dénomination

---

Entre les personnes physiques ou morales qui adhèrent aux présents statuts, il est constitué, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, ainsi que des dispositions du code du travail applicables, une association qui prend pour dénomination :

REIMS SANTE TRAVAIL

Et

pour sigle : R.S.T.

#### Article 2 - Objet

---

L'association a pour objet d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du Service de Prévention de Santé au Travail Interentreprises (SPSTI) dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, avec pour mission principale d'éviter toute altération de la santé des travailleurs des entreprises adhérentes du fait de leur travail.

Elle fournit à ses entreprises adhérentes et à leurs travailleurs un ensemble socle de services qui doit couvrir l'intégralité des missions prévues à l'article L. 4622-2 du Code du travail en matière de prévention des risques professionnels, de suivi individuel des travailleurs et de prévention de la désinsertion professionnelle, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Dans le respect des missions générales prévues au même article L. 4622-2, elle peut également leur proposer une offre de services complémentaires qu'elle détermine.

L'association peut, directement ou indirectement, développer des activités en lien avec sa mission telle que définie par le code du travail.

Elle peut devenir membre ou associée de tout organisme lui permettant de réaliser ses missions ou de faciliter leur réalisation, sur décision de son Conseil d'Administration.

### **Article 3 - Champ d'intervention**

---

Peut adhérer tout employeur relevant du champ d'application de la Santé au Travail définie dans le Code du travail, 4ème Partie, Livre VI, Titre II.

Les chefs d'entreprises des entreprises adhérentes peuvent bénéficier de l'offre de services proposée aux salariés (art L. 4621-4 du code du travail).

Les collectivités décentralisées et établissements publics ayant la personnalité juridique relevant de la médecine de prévention peuvent conventionner avec l'association pour remplir leurs obligations en la matière, dès lors que la réglementation le leur permet.

Peuvent, en outre, bénéficier des interventions de l'association, les travailleurs indépendants du livre VI du code de la sécurité sociale s'affiliant à celle-ci (art L. 4621-3 du code du travail).

Peuvent enfin bénéficier des interventions de l'association, les particuliers employeurs adhérant à l'association, si cette dernière a été désignée à cet effet dans le cadre de l'article L4625-3 du code du travail.

### **Article 4 - Siège social**

---

Le siège de l'association est fixé à BEZANNES (51430) - 28, rue René Cassin.

Il pourra, par la suite, être transféré par décision du conseil d'administration, portée à la connaissance des adhérents notamment à l'occasion de l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration a, dans ce cadre, notamment pouvoir pour procéder à la modification de l'adresse du siège dans les présents statuts.

### **Article 5 - Durée**

---

La durée de l'association est indéterminée.

## **TITRE II COMPOSITION DE L'ASSOCIATION**

### **Article 6 - Qualité de membre**

---

Peuvent devenir membres adhérents :

- Tout employeur relevant du champ d'application de la Santé au Travail définie dans le Code du travail, 4ème Partie, Livre VI, Titre II. Le chef d'entreprise, non salarié, peut intégrer l'effectif de l'entreprise déjà adhérente sans nouvelle adhésion ;
- Tous les particuliers employeurs adhérant dans le cadre des dispositions en vigueur les concernant
- Par ailleurs, peuvent devenir membres associés ou correspondants, les personnes morales ou physiques suivantes pour lesquelles l'association intervient :
- Les travailleurs indépendants s'affiliant à l'association
- Les collectivités décentralisées et établissements publics ayant la personnalité juridique conventionnant avec celle-ci.

Seuls les membres adhérents à jour de leurs cotisations peuvent participer aux AG avec droit de vote.

## **Article 7 - Conditions d'adhésion en qualité de membre adhérent**

---

Pour faire partie de l'association en qualité de membre adhérent, les postulants doivent :

- Remplir les conditions indiquées à l'article 6 ci-dessus,
- Adresser à l'association une demande écrite d'adhésion,
- Accepter les présents statuts et le règlement intérieur, ainsi que respecter les règles de fonctionnement de l'association dans le cadre de la réalisation de son activité,
- S'engager à payer les cotisations et autres sommes dues à l'Association.

## **Article 8 - Perte de qualité de membre**

---

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- La démission : l'adhérent qui entend démissionner doit en informer l'association par lettre recommandée avec avis de réception. Elle prend effet 1 mois après sa réception par l'association.
- La perte du statut d'employeur.
- La radiation pour non-paiement des sommes dues à l'association après une relance, faisant état de la présente clause de radiation, n'ayant pas donné lieu à régularisation un mois après son envoi.
- L'exclusion prononcée par le Conseil d'Administration pour infraction aux statuts ou au règlement intérieur de l'association, inobservation des obligations incombant aux adhérents au titre de la réglementation ou tout autre motif grave. La procédure d'exclusion est précisée dans le règlement intérieur.

En cas de radiation, d'exclusion ou de démission, les cotisations restent dues en totalité pour l'année civile entamée ; il n'est fait aucun remboursement sur la cotisation de la période en cours.

## **TITRE III RESSOURCES DE L'ASSOCIATION**

### **Article 9 - Ressources**

---

Les ressources de l'association se composent :

- Des cotisations ou contributions annuelles proposées par le Conseil d'Administration et approuvées annuellement par l'Assemblée Générale, lesquelles sont payables selon les modalités définies par le règlement intérieur de l'association,
- Des sommes facturées au titre des conventionnements ou des affiliations avec l'association,
- Des facturations de services proposés au titre de l'offre complémentaire faisant l'objet d'une grille tarifaire,
- Des subventions qui pourront lui être accordées,
- Du revenu de ses biens,
- Et de toutes autres ressources autorisées par la loi.

## TITRE IV CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Article 10 - Composition

---

L'association est administrée paritairement par un Conseil d'Administration de 24 membres désignés pour quatre (4) ans :

- Dont la moitié de représentants des employeurs désignés par les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel parmi les adhérents,
- Et l'autre moitié de représentants des salariés des entreprises adhérentes désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel.

En cas de disposition du code du travail ou d'accord entre les partenaires sociaux, la répartition des sièges au sein de chaque collège entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés est conforme à celui-ci.

En vue de la désignation des membres de son Conseil d'Administration, l'association sollicite les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel (en s'adressant aux représentants de leur ressort géographique). Cette sollicitation doit intervenir au moins 1 mois avant la date du prochain renouvellement. A défaut de désignation par une organisation (au niveau du territoire du SPSTI) un mois avant le renouvellement du Conseil, l'association saisit le siège national de l'organisation pour obtenir une/des désignation(s). Ces règles seront applicables à compter du premier renouvellement des administrateurs après l'installation du premier Conseil d'Administration conforme à la loi du 2 août 2021.

### En cas de sur-désignations

Si les désignations aux postes d'administrateurs par les organisations professionnelles représentant les employeurs ou par les organisations syndicales représentatives de salariés, excèdent en nombre celui des postes à pourvoir dans le collège concerné, les organisations de chaque collège en sont informées en invitant celles concernées à une recherche de consensus.

Si le nombre de désignations demeure supérieur au nombre de postes à pourvoir après cette ultime demande, il appartiendra alors à l'Assemblée Générale de choisir les personnes qui siégeront au Conseil d'Administration. Les personnes désignées ayant obtenu le plus de voix dans chaque collège sont retenues dans la limite des postes à pourvoir.

## **En cas de sous-désignations**

En cas de postes vacants au terme des premières désignations, les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel du collège au sein duquel des postes ne sont pas pourvus, sont à nouveau sollicitées pour procéder à de nouvelles désignations dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande.

En l'absence de réponse, le Conseil d'Administration conservera sa composition issue des premières désignations (PV de carence à établir). Dans ce cas, la ou les voix correspondant aux postes non pourvus au sein d'un collège est/sont attribuée(s) de façon égalitaire entre les membres déjà désignés de ce collège (pour appliquer cette règle, les voix peuvent être divisées jusqu'au second chiffre après la virgule), de telle façon que les représentants employeurs d'une part et les représentants salariés d'autre part disposent du même nombre de voix pour respecter l'équilibre paritaire.

Si au terme de cette procédure, il demeure toujours des postes non pourvus, les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel pourront à tout moment désigner des personnes pour les pourvoir. Les postes sont alors pourvus.

Si le nombre de personnes désignées par les organisations suite à cette nouvelle demande est supérieur à celui des postes à pourvoir, alors il appartiendra à l'Assemblée Générale de définir ceux qui siègeront dans la limite du nombre de postes à pourvoir (cf. clause sur la sur-désignation).

## **Durée des mandats**

Les administrateurs ne peuvent effectuer plus de deux mandats consécutifs de quatre (4) ans. Cette règle prend effet le 1er avril 2022 et ne prend pas en compte les mandats antérieurs.

Si un poste d'administrateur devient vacant en cours de mandat, il est demandé à l'organisation ayant désigné l'administrateur dont le poste est devenu vacant de procéder à une nouvelle désignation. Ce nouvel administrateur siège jusqu'au terme du mandat de l'administrateur qu'il a remplacé.

Peuvent aussi être invités à assister au Conseil d'Administration (CA) par le/la Président(e), avec voix consultative :

- Les Président(e)s d'Honneur.
- Le/la Directeur/Directrice du Service (sauf point à l'ordre du jour le/la concernant directement).
- Des membres de l'équipe de Direction.
- Des personnes extérieures, en raison de leur expertise.
- Un ou des représentants des médecins du travail (conformément à la réglementation en vigueur).

avec l'accord de la majorité des membres du CA présents.

Et, le cas échéant, des autres membres de l'équipe pluridisciplinaire, avec voix consultative, dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

## **Article 11 - Perte de la qualité d'administrateur**

---

La qualité d'administrateur se perd dans les cas suivants :

- La démission du poste d'administrateur,
- La perte de la qualité de membre de l'association de l'entreprise dont l'administrateur est dirigeant ou salarié (voir article 6),
- La révocation du mandat d'un administrateur, notifiée au/à la Président(e), par l'organisation représentative l'ayant désigné,
- La perte de statut de salarié ou de dirigeant mandaté par l'entreprise adhérente.
- Pour non respect du règlement intérieur du Conseil d'Administration et de la Commission de Contrôle

Si un administrateur est absent, sans justification, à 3 réunions consécutives, le/la Président(e) ou le/la vice-Président(e) saisit l'organisation l'ayant désigné pour trouver une solution pouvant aller jusqu'à son remplacement.

En cas de manquement d'un administrateur aux obligations de sa charge, comme en cas d'agissements ou de comportement de nature à nuire à l'association, l'organisation l'ayant désigné est saisie par le/la Président(e) ou le/la vice-Président(e) pour une éventuelle révocation dans un délai d'un mois.

## **Article 12 - Fonctionnement du CA**

---

Le Conseil d'Administration exerce les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'association, gérer ses intérêts et, en conséquence, décider tous les actes et opérations relatifs à son objet, à l'exception de ceux que les présents statuts confient à l'Assemblée Générale ou au/à la Président(e).

Il vote le budget prévisionnel de l'année N+1 et peut adopter en cours d'année des budgets rectificatifs. Le budget de l'année en cours est ratifié en Assemblée Générale.

Il propose à l'Assemblée Générale le montant des cotisations et les grilles tarifaires.

Le Conseil d'Administration se réunit chaque semestre et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande d'au moins 1/3 de ses membres. L'ordre du jour est défini par le/la Président(e) et le/la Vice-Président(e). Les convocations sont envoyées 15 jours calendaires avant chaque CA et l'ordre du jour 3 jours avant chaque CA.

Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer si au moins 50% des administrateurs de chaque collège sont présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le/la Président(e) et un autre membre du Bureau.

Sur décision du/de la Président(e), le Conseil d'Administration peut être réuni par visioconférence ou tout autre moyen de mise en relation à distance adapté, la visioconférence restant une exception.

Le membre participant à la réunion du Conseil d'Administration à distance est réputé présent. Pendant cette réunion, les votes peuvent être organisés sous forme électronique (mail, plateforme...) ou toute autre forme de vote à distance (vote oral, vote à main levée...).

Le/la Président(e) peut consulter les membres du Conseil d'Administration dans le cadre d'une consultation écrite par mail ou par un autre moyen. La consultation écrite précise ses modalités de déroulement. Une décision adoptée dans un tel cadre est réputée prise en Conseil d'Administration. Un relevé de décisions est signé par le/la Président(e) auquel sont annexés les votes des administrateurs.

Un membre a la faculté de donner pouvoir à un autre membre du collège dont il est membre pour le représenter, ce nombre de pouvoirs ne pouvant excéder 3.

En cas de désignation partielle des membres du Conseil, la ou les voix correspondant(s) aux postes non pourvus au sein d'un collège est/sont attribuée(s) de façon égalitaire entre les membres déjà désignés de ce collège (pour appliquer cette règle, les voix peuvent être divisées jusqu'au second chiffre après la virgule), de telle façon que les représentants employeurs d'une part et les représentants salariés d'autre part disposent du même nombre de voix pour respecter l'équilibre paritaire.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du/de la Président(e) ou, en son absence, du/de la Vice-Président(e), est prépondérante.

### **Article 13 - Bureau**

---

L'Association comprend un bureau comprenant au minimum :

- Un(e) **Président(e)** élu(e) parmi les membres employeurs du Conseil d'Administration,
- Un(e) **Président(e) délégué(e)** choisi(e) parmi les membres employeurs du Conseil d'Administration
- Un(e) **Vice-Président(e)** élu(e) parmi les membres salariés du Conseil d'Administration,
- Un(e) **Trésorier(e)** élu(e) parmi les membres salariés du Conseil d'Administration.
- Un(e) **Trésorier(e) adjoint(e)** peut être élu(e), si candidat, parmi les membres salariés du Conseil d'Administration

Le **collège employeurs** propose un candidat à la Présidence, et si besoin un(e) Secrétaire parmi les membres du Conseil d'Administration représentant les employeurs, à la majorité des voix de ses membres.

Le **collège salariés** propose un candidat au poste de Vice-Président(e), de Trésorier/Trésorière et si possible de Trésorier/Trésorière adjoint(e) parmi les membres du Conseil d'Administration représentant les salariés, à la majorité des voix de ses membres.

Le/la Président(e) délégué(e) assiste le/la Président(e) sur mandat de celui-ci. En cas de vacance de la présidence il/elle assume l'intérim de la présidence jusqu'au retour du/de la Président(e) ou jusqu'à la fin de son mandat, s'il/si elle est momentanément absent(e) ou jusqu'à la désignation d'un(e) nouveau/nouvelle président(e).

L'intérim doit être assuré par un membre du collège employeur.

Les fonctions de Vice-Président(e), et de Trésorier/Trésorière du Conseil d'Administration sont incompatibles avec celles de Président(e) de la Commission de Contrôle.

Les membres du Bureau sont élus par le Conseil d'Administration parmi les candidats proposés par les collèges pour quatre ans. Ses membres sont rééligibles.

Dans l'hypothèse où un collège proposerait plusieurs candidats pour un même poste, l'élection sera réalisée par le Conseil d'Administration entre ces candidats. En cas d'égalité, au terme de trois tours de scrutin, le candidat le plus âgé sera retenu.

Le Bureau n'est pas un organe collégial de décisions. Chacun de ses membres dispose de pouvoirs propres.

## **Article 14 – Président(e)**

---

Le/la Président(e) représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il/elle représente notamment l'association en justice, dans toutes procédures, tant en demande qu'en défense sur délégation expresse du Conseil d'Administration.

Le/la Président(e) préside les réunions des différentes instances de l'association dont il/elle est membre, à l'exception de la Commission de Contrôle.

Il/elle est chargé(e) de veiller à la conforme exécution des décisions arrêtées par le Conseil d'Administration.

Le/la Président(e) est habilité(e) à ouvrir et faire fonctionner dans tous les établissements de crédit ou financiers, tous comptes et réaliser tous placements.

Le/la Président(e) peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoir qu'il/elle juge nécessaires, dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés, copie sera alors adressée aux administrateurs sous quinzaine. Il/elle en informe le Conseil d'Administration dans les 15 jours qui suivent la délégation.

En cas d'absence de la Présidence, le/la Président(e) délégué(e) assume l'intérim.

En l'absence de désignation d'un(e) Président(e) délégué(e), l'intérim est obligatoirement assumé par un membre employeur du Conseil d'Administration.

## **Article 15 - Vice-Président(e) et Trésorier/Trésorière**

---

Le/la Vice-Président(e) supervise la désignation par les organisations syndicales représentatives des représentants des salariés au Conseil d'Administration.

Il/elle prépare les ordres du jour du Conseil d'Administration avec le/la Président(e).

Le/la Trésorier/Trésorière suit l'élaboration du budget et des comptes annuels.

Il/elle présente la partie financière du rapport d'activité au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale.

Il/elle exerce ses fonctions aux côtés du/de la Président(e) et du commissaire aux comptes de l'association, sans interférer dans leur propre mission.

Le/la Trésorier/Trésorière adjoint(e) remplace le/la Trésorier/Trésorière en cas d'absence.

## TITRE V DIRECTION

### Article 16 - Direction

---

Sur proposition du/de la Président(e), le Conseil d'Administration nomme et révoque un(e) Directeur/Directrice, salarié(e) de l'association. Le/la Président(e) fixe l'étendue des pouvoirs de la Direction par délégation et en informe le Conseil d'Administration qui fournit les moyens nécessaires à cette délégation.

Le/la Directeur/Directrice met notamment en œuvre, en lien avec l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail et sous l'autorité du/de la Président(e), les actions approuvées par le Conseil d'Administration dans le cadre du projet de service pluriannuel.

Il/elle rend compte de ses actions dans un rapport annuel d'activité qui comprend des données relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Il/elle prend les décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement du service nécessaires à la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires, ainsi que des objectifs et prescriptions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, et du projet de service pluriannuel.

Le/la Directeur/Directrice rend compte de son action au/à la Président(e) et au Conseil d'Administration.

En cas de vacance d'un(e) Directeur/Directrice, le/la Président(e) pourra proposer au Conseil d'Administration la nomination d'un Comité de Direction provisoire pour assurer la continuité du service pendant le temps du recrutement du/de la nouveau/nouvelle Directeur/Directrice et dans les plus brefs délais.

## TITRE VI ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### Article 17 - Composition

---

L'Assemblée Générale comprend tous les membres adhérents disposant d'une voix délibérative. Seuls les membres à jour de leur cotisation de l'année n-1 et encore en activité 15 jours avant l'Assemblée Générale, peuvent délibérer à l'Assemblée Générale.

Les adhérents peuvent se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier. Un adhérent ne peut se faire représenter que par un autre adhérent ayant lui-même le droit de participer à l'Assemblée Générale.

Chaque mandataire ne peut pas être porteur de plus de 3 pouvoirs.

Les membres associés peuvent, sur leur demande, assister à l'Assemblée Générale sans voix délibérative.

### Article 18 - Fonctionnement

---

Les membres adhérents de l'association se réunissent en Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire. L'Assemblée Générale peut être réunie par visioconférence dans le respect de la confidentialité des votes.

L'Assemblée Générale des membres adhérents à l'association, se réunit chaque année et chaque fois qu'elle est convoquée à l'initiative du Conseil d'Administration ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

L'Assemblée Générale est convoquée 30 jours calendaires au moins avant la date de la réunion prévue. Cette convocation peut se faire par tous moyens lui conférant une date certaine.

Son ordre du jour est établi par le Conseil d'Administration ou les membres adhérents à l'initiative de sa convocation.

Le bureau de l'Assemblée Générale est celui du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale entend le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion et la situation financière et morale de l'association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, le montant des cotisations et la grille tarifaire, et donne quitus au conseil de sa gestion. Elle ratifie le budget prévisionnel de l'exercice en cours, et délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

En cas de sur-désignations d'administrateurs par rapport au nombre de postes à pourvoir au Conseil d'Administration dans un collège, elle choisit les personnes désignées qui siègeront au Conseil d'Administration selon les modalités définies à l'article 10.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité de ses membres présents ou représentés.

Les résolutions des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le/la Président(e) et un membre du Bureau. Une copie du procès-verbal, du rapport annuel et des comptes est tenue à la disposition de tous les membres de l'association.

Sur décision du/de la Président(e), l'Assemblée Générale peut être réunie par visioconférence ou tout autre moyen de mise en relation à distance adapté. Le membre participant à la réunion de l'assemblée générale à distance est réputé présent. Pendant cette réunion, les votes peuvent être organisés sous forme électronique (mail, plateforme...) ou toute autre forme de vote à distance (vote oral, vote à main levée...), avec le respect de la confidentialité des votes.

Le/la Président(e) peut consulter les membres de l'assemblée générale dans le cadre d'une consultation écrite par mail. La consultation écrite précise ses modalités de déroulement. Une décision adoptée dans un tel cadre est réputée prise en Assemblée Générale. Un relevé de décisions est signé par le/la Président(e).

## **TITRE VII ORGANE DE SURVEILLANCE ET DE CONSULTATION**

### **Article 19 - Commission de Contrôle**

---

L'organisation et la gestion de l'association sont placées sous la surveillance d'une Commission de Contrôle composée d'un tiers de représentants employeurs et de deux tiers de représentants salariés, désignés pour quatre ans dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le/la Président(e) de la Commission de Contrôle est élu parmi les représentants des salariés. Le/la Secrétaire est élu(e) parmi les membres employeurs. Les modalités d'élection sont précisées dans le règlement intérieur de la Commission.

La fonction de Président(e) de la Commission de Contrôle est incompatible avec celle de Vice-Président(e) ou de Trésorier/Trésorière du Conseil d'administration. (cf article 13 Bureau).

Des représentants des médecins du travail et/ou des membres du pôle administratif (Directeur/Directrice ou Comité de Direction, Responsable Ressources Humaines, Responsable Administratif et Financier, Responsable informatique, Responsable Qualité) dans le cadre de leurs missions, en corrélation avec les attributions de la Commission de Contrôle (Cf règlement intérieur) peuvent assister avec voix consultative à la Commission de Contrôle dans les conditions prévues par les textes applicables en vigueur, et ce, sur invitation.

Les règles de fonctionnement et les attributions de la commission de contrôle sont précisées dans le règlement intérieur qu'elle élabore.

Les représentants ne peuvent effectuer plus de deux mandats consécutifs.

## TITRE VIII REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSOCIATION

### Article 20 - Règlement intérieur

---

Le règlement intérieur de l'association est établi par le Conseil d'Administration et porté dans les plus brefs délais à la connaissance des Adhérents. Il est modifié dans les mêmes conditions.

## TITRE IX MODIFICATIONS DES STATUTS

### Article 21 - Modalités

---

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale extraordinaire sur proposition du Conseil d'Administration ou du quart au moins des membres dont se compose l'Assemblée Générale. Dans ce dernier cas, cette modification devra être adressée au/à la Président(e) du Conseil d'Administration, lequel devra saisir le Conseil d'Administration en vue de la convocation de l'Assemblée Générale extraordinaire.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale extraordinaire requiert la présence d'au moins un quart des membres adhérents en exercice présents ou représentés, à jour de leur cotisation. Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale extraordinaire est, à nouveau, convoquée à 15 jours calendaires au moins d'intervalle. Elle peut, lors de cette deuxième réunion, valablement délibérer quel que soit le nombre de ses membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

## TITRE X DISSOLUTION

### Article 22 - Modalités

---

L'Assemblée Générale extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association est convoquée spécialement à cet effet et doit comprendre au moins la moitié de ses adhérents en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de ses membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

### Article 23 - Liquidation

---

En cas de dissolution volontaire ou prononcée en justice, l'Assemblée Générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net conformément à la réglementation en vigueur

## TITRE XI DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 24 - Rapports et communication de documents

---

Le/la Président(e) du service de prévention et de santé au travail interentreprises établit et présente le rapport annuel relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion financière du Service de Prévention et de Santé au Travail à la Commission de Contrôle et au Conseil d'Administration. Cette présentation est faite au plus tard à la fin du quatrième mois qui suit l'année pour laquelle il a été établi.

Un rapport comptable d'entreprise, certifié par un commissaire aux comptes, est versé en complément du rapport précité au plus tard avant la fin du premier semestre suivant l'exercice considéré (C. trav., D. 4622-57).

Une liste de documents fixés par Décret est en outre communiquée aux membres et rendue publique.

### Article 25 - Déclarations

---

Les changements de Président(e) et de Direction de l'Association, ainsi que toutes modifications apportées aux statuts, sont portés à la connaissance de la Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) dans un délai de trois mois